

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE****L'INDEXATION DES RENTES DE RETRAITE  
L'ADR MET LES PENDULES À L'HEURE****2 février 2010**

À 14 heures, le 2 février, l'ADR explique à la commission parlementaire sur les finances publiques, comment il est possible d'accorder aux retraités et futurs retraités la pleine indexation de leurs rentes de retraite.

L'ADR est une association de retraités qui a pris soin d'analyser de façon méthodique le Rapport du comité de travail sur l'évaluation des coûts de l'indexation des régimes de retraite (CTÉCIRR) en relation avec **les évaluations actuarielles de 2002 et 2005, et, avec les différents rapports annuels de la CARRA** qui lui ont servi de référence.

L'ADR souligne que ce comité gouvernemental a :

- **sous-évalué les taux de rendements** qu'obtiendra la CARRA au cours des prochaines années, ce qui a eu pour effet de surestimer les coûts de la pleine indexation;
- **sous-estimé les taux futurs d'inflation**, ce qui entraîne **quatre** conséquences :
  - la surévaluation des coûts de la pleine indexation,
  - la sous-estimation des pertes futures qu'encourront les retraités,
  - la majoration excessive des futurs taux de cotisation des employés actifs,
  - la sous-estimation du taux des pertes du pouvoir d'achat des retraités et futurs retraités;
- **présenté les coûts de l'indexation sous forme de taux de cotisation** pour les employés actifs. Ce choix a pour effet de laisser croire que ce seraient les actifs qui financeraient la pleine indexation des rentes des retraités, ce qui est faux;
- **présenté les coûts du gouvernement en terme de milliards** de dollars sans préciser que ces coûts doivent être étalés sur 60 ans.<sup>1</sup>

Lorsque le CTÉCIRR présente globalement les coûts de la pleine indexation, cela peut laisser croire que ce sont les retraités qui seraient les grands responsables de la hausse des taux de

---

<sup>1</sup> Couvre une période de 35 ans de service et 25 ans de retraite.

cotisation. Le CTÉCIRR aurait dû mettre en évidence que c'est le financement de l'indexation des rentes des futurs retraités qui en est le grand responsable.

Le débat dans les rangs des actifs est mal engagé parce que :

- les actifs ont l'impression qu'ils devraient payer pour les retraités alors qu'il s'agit plutôt de rembourser aux retraités la part des surplus de 4 G\$ de l'an 2000 qu'ils leur ont empruntée pour baisser leur taux de cotisation durant plus de 5 ans.
- si la hausse des cotisations projetée est importante, c'est qu'elle concerne la part des coûts que les actifs investiront pour leur propre avenir. Si les actifs ne corrigent pas la formule d'indexation pour les années cotisées depuis 1982, ils seront les plus grands perdants.

La réalité est que **les retraités ont le droit** d'obtenir :

- le **remboursement de la part des surplus** qu'ils possédaient à la CARRA en 2000 pour financer leur part de la pleine indexation,
- **la réinscription, dans les obligations du gouvernement, de la part de leur fonds de retraite** que celui-ci a utilisée pour réduire ses écritures de cotisation entre 2000 et 2005.

Rodrigue Dubé,  
Président de l'ADR